

Autorisation de voirie n° AA2024PVS - 22  
portant autorisation de mise en place de grue(s)

44 RUE RAYMOND BROSSE 93430 VILLETANEUSE

**LE MAIRE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code Pénal

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**VU** le Code de la Voirie routière

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)

**VU** le Code de l'urbanisme

**VU** le Code du Travail

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

**VU** la délibération du 12 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'ensemble de la voirie du territoire de la Communauté d'Agglomération de Plaine Commune à compter du 1er janvier 2003

**VU** le décret n°2015-1659 du 11 décembre 2015, applicable au 1er janvier 2016, transférant toutes les compétences et charges de la communauté d'agglomération Plaine commune à l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune

**VU** l'ensemble des règlements et normes en vigueur, nationaux et européens, auxquels doivent satisfaire la construction, le transport, le déchargement, le montage, les vérifications, le fonctionnement ainsi que le démontage des appareils de levage visés par cet arrêté

**VU** la délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2008, approuvant le règlement de voirie, règlement modifié par délibération en date du 28 mai 2013

**VU** l'avis favorable du Commissariat de police nationale Monsieur le Commissaire 40 rue de Quétigny 93800 EPINAY/SEINE en date du 12/08/2024

**VU** l'arrêté n°21-DGS-084 en date du 15 juin 2021 portant délégation de signature

**CONSIDÉRANT** que l'implantation et l'utilisation des grues à tour nécessitent la prise de mesures réglementaires par les autorités administratives compétentes ;

**VU** la demande reçue le 31/07/2024 par laquelle la société ZUB sise 22 ROUTE DE REIMS 60350 COULOISY demande l'autorisation pour l'installation suivante : grue à tour G1 - 44 RUE RAYMOND BROSSE 93430 VILLETANEUSE

**ARRETE**

**Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire, ZUB, est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et sous réserve de l'obtention, si nécessaire, d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande au **44 RUE RAYMOND BROSSE 93430 VILLETANEUSE**:

**grue à tour G1 - période de mise en place : du 12/09/2024 au 15/03/2025 inclus,**

La grue aura les caractéristiques suivantes :

- Marque : POTAIN

- Type : GTMR 386 A
- Longueur de la flèche : 31 m
- Hauteur sous Crochet : 16,5 m
- Hauteur au dessus du plus haut immeuble survolé : 9 m

Les conditions météorologiques devront également être prises en compte dans les modalités de montage de la grue à tour.

Le pétitionnaire devra laisser tout agent représentant l'Administration, accéder au chantier pour vérifier le respect des conditions énoncées dans cette autorisation.

#### **Article 2 - Fin de mise en place**

Lorsque le montage de la grue à tour sera achevé, le pétitionnaire est tenu de demander expressément, une autorisation de mise en service de la grue, dans les plus brefs délais et au plus tard 15 jours après la fin de mise en place.

Le maître d'ouvrage devra accompagner sa demande du rapport de contrôle d'installation et de fonctionnement et fournir le numéro de téléphone d'un responsable du chantier, joignable 24h/24.

Si ces conditions ne sont pas respectées, l'Administration pourra demander le démontage immédiat de l'installation, sans dédommagement.

#### **Article 3 - Mise en service**

L'autorisation de mise en service de l'engin de levage ne sera accordée que sous réserve de l'observation par l'entreprise des dispositions prévues par la réglementation.

A cet effet, l'entrepreneur adressera à l'Etablissement Public Territorial Plaine commune - Service Territorial Voirie Nord dès la vérification effectuée, une copie du certificat d'essai, dans l'attente de la production du rapport de vérification qui devra être présenté sur place à tout agent représentant de l'Administration.

#### **Article 4 - Sécurité et signalisation**

ZUB devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

ZUB a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

#### **Article 5 - Sécurité et adaptation au contexte**

Afin d'éviter tout risque, le choix des caractéristiques et les conditions d'installation des appareils de levage doivent, durant toute la durée du chantier et compte tenu de l'évolution des travaux, être adaptés aux charges à lever, à l'environnement et à la compatibilité du sol de fondation.

## **Article 6 - Conditions de montage**

L'entreprise titulaire de l'autorisation de mise en place peut procéder au montage de l'engin de levage. Il devra se conformer aux règles d'emploi et aux conditions de sécurité prévues par tous les règlements et normes en vigueur et aux strictes prescriptions émises par les différents services administratifs consultés. Il en sera de même pour le démontage.

## **Article 7 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

L'Administration n'est pas responsable des incidents ou accidents causés à l'installation par des tiers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 8 - Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

## **Article 9 - Validité, renouvellement et remise en état**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

## **Article 10 - Diffusion, affichage**

L'ampliation du présent arrêté sera effectuée pour ZUB, le Trésorier Principal de Saint-Denis, le Commissariat de Police nationale compétent et tous les agents de la force publique, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Le pétitionnaire devra afficher l'autorisation 48h à l'avance sur son installation.** De plus, il devra présenter cet arrêté à tout agent de l'Administration le lui demandant.

## Article 11 - Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa notification, d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil.

Dans ce délai, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivré. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux. En cas de rejet de cette demande, tout recours devant la juridiction administrative doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois valant rejet implicite de la demande.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité ci-dessus désignée.

Fait à Villetaneuse, le 13 août 2024

**Pour Le Maire et par délégation,**

**Majide AMMAD**  
**3ème Adjoint au Maire**

